

Tandem

Ensemble pour les jeunes et les familles

SOMMAIRE

1
Alliance recherche-pratique
Le Centre d'expertise pour le bien-être et le développement des enfants : premiers constats et projets à venir

4
Colloque JEFAR
Émergentes, innovantes, probantes ? Les pratiques auprès des jeunes et des familles

6
Entrevue
Michel Dorais, chercheur... À propos de l'Enquête sur le vécu et les besoins de 250 jeunes de la diversité sexuelle

7
Nouveau projet de recherche
L'évaluation des impacts de la Loi sur la protection de la jeunesse : qu'en est-il huit ans plus tard ?

8
Projet étudiant
Réseauter les jeunes en difficulté



Vol. 10, n° 1*
Avril 2014

Le Centre d'expertise pour le bien-être et le développement des enfants : premiers constats et projets à venir

Annie Vaillancourt Le Centre d'expertise pour le bien-être et le développement des enfants (CDE) du CJQ-IU a ouvert ses portes en avril 2012. Un an plus tard, 54 familles avaient été suivies par l'équipe permanente pour une évaluation de leurs habiletés parentales et 25 par des éducateurs en réadaptation externe œuvrant aux différents points de service du Centre jeunesse.

Avant l'ouverture, « on avait des enfants qui se retrouvaient avec des déficits sur le plan développemental. Les intervenants disaient : on a des résultats de GED (Grille d'évaluation du développement) qui sont inquiétants. Le temps qu'ils soient vus en référence, il ne se passe rien, on n'est pas équipés. Comment éviter que les enfants continuent à se dégrader ? », explique Caroline Bélanger, chef de service. Aujourd'hui, les parents de ces enfants de 0 à 5 ans sont référés au Centre d'expertise pour une évaluation approfondie de leurs habiletés parentales et la stimulation de leurs jeunes. « Il y a beaucoup de bébés avec des problèmes de têtes plates, gavés, sur la méthadone ou avec des handicaps. Plusieurs parents sont consommateurs, ont des problèmes de santé mentale, d'itinérance. Ils sont démunis financièrement. La plupart sont très jeunes aussi [...] On a des bébés naissants qui arrivent de l'hôpital. Ce sont des situations extrêmes ».

...suite page 2 – CENTRE D'EXPERTISE...



L'équipe permanente du Centre d'expertise pour le bien-être et le développement des enfants : Monique Lussier, Christine Caron, Marie Vézina, Catherine Jourdain (stagiaire), Véronique Langevin, Caroline Bélanger, Claire Levesque, Sara Boutet et Isabelle Thibault.

*Veuillez noter qu'il s'agit du dernier numéro. Merci pour votre précieuse collaboration et vos charmantes attentions tout au long de ces 10 ans de parution.

Bonne lecture. Au plaisir... La Rédaction.

Au final cependant, c'est la lecture biopsychosociale de la situation familiale qui permettra de savoir si l'enfant recevra des services du Centre d'expertise ou non. « *Je donne souvent l'exemple d'une mère toxicomane suivie au CRDQ [autrefois le CRUV]. La petite fille a deux ans et ses retards sont minimes. La grand-mère est présente et stimulante. La petite fille va à la garderie. Il y a un filet de sécurité. Elle ne recevra donc probablement pas de services du Centre d'expertise. Par contre, si cette maman minimise son problème, qu'elle n'a pas entrepris de démarche au CRDQ ou hésite à le faire, que sa petite fille est en zones à risque à certains endroits du GED et en zones de référence à d'autres, et qu'en plus elle ne va pas à la garderie, on se dira que ce type de situation nécessite une intervention du Centre d'expertise* », précise Caroline Bélanger.

À partir de cette année (2014), tous les enfants de 0 à 5 ans du CJQ-IU seront référés au Centre d'expertise pour une évaluation de leurs besoins. « *Le défi pour nous, ce sera le nombre !* »

UNE OFFRE DE SERVICE EN DÉVELOPPEMENT

Cette offre de service est développée, implantée et évaluée en continu par une grande équipe de gestionnaires, d'éducateurs, d'intervenants sociaux, de professionnels du développement (orthophonie, ergothérapie), de chercheurs et professionnels de recherche de la Direction scientifique et de la Direction des services professionnels et des affaires universitaires du CJQ-IU participant aux différents comités mis en place en fonction des axes de travail privilégiés. Soit : 1) la stimulation du développement, 2) la préparation à l'école, 3) les pratiques éducatives (avec le programme Triple P sous peu, sous la supervision de Marie-Hélène Gagné et de Julie Goulet, de la Chaire de partenariat en prévention de la maltraitance), 4) la sensibilité parentale et 5) les protocoles d'évaluation (dont un pour les 0-5 ans, en développement, sous la direction de Robert Pauzé, directeur scientifique du CJQ-IU). « *Les intervenants qui participent aux comités sont gardiens de leur réalité clinique. La dynamique chercheurs-intervenants est intéressante. Mais c'est un défi de mettre en commun l'expertise de chacun et de faire arrimer tous les travaux ! On parle de meilleures pratiques, c'est toujours en développement* », commente Geneviève Lamonde, coordonnatrice du volet recherche.

À leur arrivée, les parents sont accueillis par des membres de l'équipe qui leur expliquent les objectifs du Centre d'expertise. « *Ils sont souvent méfiants, mais on travaille fort pour développer le lien thérapeutique. On doit connaître leur état de santé, leur histoire. Ils doivent parler de leurs réalités afin d'être bien accompagnés. Leur objectif principal est*

souvent le maintien ou la garde de leur enfant, parce que la situation est compromise », rapporte Caroline Bélanger. L'évaluation des habiletés parentales est d'une durée moyenne de 60 heures. « *Il y a beaucoup de choses à aller voir dans leur milieu. On constate des zones à risque. Ça se termine souvent par un placement (ex. ils reçoivent la visite de consommateurs, le logement est insalubre, les interdictions de contacts avec l'autre parent ne sont pas respectées, etc.)* », commente Claire Levesque, éducatrice. « *Ce qui permet de clarifier les situations plus rapidement* ». Précisons qu'un bilan est fait à la mi-parcours et à la fin.



Geneviève Lamonde, coordonnatrice du volet recherche

Au départ, l'accent a été mis sur le développement cognitif et langagier. « *Les chiffres sont assez surprenants. L'an dernier, on avait 116 enfants de 0 à 5 ans en zones à risque ou de référence sur les plans cognitif/langagier et 89 sur le plan psychomoteur* », souligne Caroline Bélanger. Les objectifs visés pour la prochaine année sont donc de développer le volet « ergo », d'optimiser la programmation langagière, de procéder à la réalisation d'une étude de besoins en ressources d'hébergement et de trouver un outil de mesure visant à favoriser la préparation à l'école. Éventuellement, cette offre de service sera également étendue aux 6 à 12 ans.

DES VISAGES QUI S'ILLUMINENT

De nombreuses études, dont celles de Georges Tarabulsky, chercheur au Centre d'expertise, ont permis de documenter toute l'importance de l'attachement parents-enfants pour le développement des jeunes. Ce lien fournit notamment à l'enfant le cadre sécuritaire nécessaire pour qu'il puisse partir à la découverte de son environnement. Cet attachement n'est cependant possible que s'il y a interactions positives. Selon le modèle conceptuel ayant servi au développement de cette offre de service (Guralnik, 2011), cette évolution se réalise surtout à travers les pratiques éducatives, la sensibilité parentale et les ressources du milieu (des dimensions qui seront investies et évaluées à l'aide de protocoles).

Pour augmenter la sensibilité parentale et favoriser l'attachement, les intervenants misent principalement sur la vidéo-rétroaction, une stratégie d'intervention relationnelle qui consiste à encourager et stimuler les interactions parents-enfants. Dix Ipads ont d'ailleurs été mis à la disposition des éducateurs externes à cet effet. « *Comprendre les pleurs de l'enfant, l'importance de la prévisibilité, de la constance, de la chaleur,*

...suite – CENTRE D'EXPERTISE

etc., c'est essentiel. On valorise les parents et quand on observe quelque chose de plus négatif, on ne le dit pas, mais on oriente notre intervention en conséquence. Par exemple, si l'enfant détourne toujours le regard, on pratique le contact visuel la semaine suivante », rapporte Monique Lussier, éducatrice, touchée de voir alors des visages d'enfants et de parents s'illuminer.

LE LANGAGE : UNE PRIORITÉ

D'entrée de jeu, il a été convenu que le développement du langage était une priorité. Selon une méta-analyse réalisée par Eve-Line Bussièrès, chercheuse au CJQ-IU, les enfants maltraités ont de grands besoins sur le plan langagier. Afin d'y répondre, une orthophoniste a été engagée (Marie Vézina) et une programmation a été mise sur pied. Par exemple, un enfant peut maintenant être initié à la lecture pendant 12 semaines intensives au CDE. « Il tient le livre, pointe et nomme les choses, et le parent complète avec lui. Ça se fait dans le plaisir, c'est très interactif », explique Monique Lussier.

Une expérimentation est également en cours visant à favoriser un accès plus rapide aux services spécialisés en orthophonie.

ACTIVITÉS ET OUTILS OFFERTS

Des trousse de stimulation adaptées à l'âge des enfants (comprenant des jouets, livres et marionnettes) ont été conçues par les membres de l'équipe à l'intention des parents recevant des services du CDE (une gracieuseté de la Fondation du CJQ-IU).

Il y a aussi en location au Centre d'expertise des pochettes d'éveil à la lecture portant sur des thèmes précis (ex. l'alimentation) et à la carte (il s'agit de petits jeux de cartes thématiques pouvant être animés par les éducateurs), de même que des trousse de stimulation, pour les tout-petits. Des exemplaires de *Mon livre de vie, mon histoire à moi* sont disponibles pour les

familles d'accueil, afin que les enfants puissent « garder des traces de leur passé s'ils sont confiés à long terme, qu'ils aient un héritage », souligne Monique Lussier. « Une boîte de 25 livres différents a été remise à tous les points de services », ajoute Caroline Bélanger, pour favoriser l'éveil à la lecture. Des activités parents-enfants d'éveil à la lecture sont aussi prévues à la Bibliothèque Gabrielle-Roy (ex. lecture d'une histoire, bricolage) et des activités de stimulation psychomotrices, à l'École de cirque (ex. trampoline, trapèze). Des modules de jeux extérieurs ont été installés à proximité du Centre d'expertise. Et puisque les parents suivis au Centre d'expertise ont souvent de grands besoins financiers, des sacs de couches leurs sont vendus à prix modiques (7\$) et des vêtements, offerts gratuitement...

L'ouverture de ce Centre d'expertise permet donc à de nombreux enfants et parents de recevoir toute une gamme de services essentiels dont ils n'auraient pu bénéficier autrement... ■

Lancement du guide de pratique : L'APPROCHE DE MÉDIATION EN CONTEXTE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE



Le 17 octobre dernier a été lancé le guide de pratique « *L'approche de médiation en contexte de protection de la jeunesse* » au cours de la Journée de la pratique clinique du CJQ-IU.

Pour vous le procurer (version électronique),
composez le : 418.661.6951, poste 1452.

Prochaine formation en recherche

La Direction scientifique du CJQ-IU offre des formations (gratuites) aux étudiants et aux professionnels afin de soutenir le développement des connaissances. Voici le thème et l'horaire de la prochaine formation :

Initiation au logiciel SPSS (niveau 1)

Date : 22 mai 2014, de 13h30 à 16h30

Formateur : Denis Lacerte, agent de planification, de programmation et de recherche au CJQ-IU

Inscrivez-vous sans tarder : julietremblay.cj03@ssss.gouv.qc.ca

COLLOQUE JEFAR

Émergentes, innovantes, probantes ? Les pratiques auprès des jeunes et des familles



Denis Lafortune, chercheur à l'Université de Montréal et conférencier

Annie Vaillancourt
Rédaction

Le 22 novembre dernier, Denis Lafortune, chercheur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, a donné le coup d'envoi au colloque du Centre de recherche JEFAR en mettant en valeur l'importance des pratiques en émergence et innovantes en sciences sociales, tout en nuancant le culte voué actuellement aux données probantes. « *Étions-nous si mauvais avant d'être savants ?* », lance-t-il, se plaçant dans le rôle de collègues se confiant l'un à l'autre, un peu dépassés par la situation. Pour rappeler que l'expertise clinique nourrit les chercheurs et vice-versa. Qu'une pratique innovante doit être caractérisée par : « *une certaine dose d'ingéniosité, que ce soit un plus par rapport à ce qui se faisait avant* ». Et qu'il faut « *revaloriser les projets-pilotes* », pour y parvenir. Protection de la jeunesse et médiation, intervention auprès des jeunes de la rue, entraînement aux habiletés parentales, modèle de services intégrés en négligence, intervention par le plein-air et potentialisation

des forces des jeunes en centre de réadaptation pour favoriser leur intégration sociale et professionnelle, tels étaient les thèmes des ateliers présentés au cours de cette journée, sous la direction d'Isabelle F.-Dufour et Annick St-Amand. Retour sur ces questions et quelques-uns de ces projets, appuyés sur des données probantes.

« *Pour moi, des pratiques émergentes et innovantes, c'est assez proche : l'émergence, c'est le premier moment de l'innovation* », la première étape, explique Denis Lafortune. Selon Walter (2000), une innovation se réalise en quatre étapes : 1) elle émerge de la base (d'un milieu de pratique), de l'extérieur ou des autorités puis, 2) les principaux acteurs se l'approprient, ensuite 3) cette innovation est intégrée aux pratiques d'une organisation, elle est institutionnalisée et 4) elle est disséminée vers d'autres milieux. Pour qu'elle devienne probante, enfin, il faut que son implantation et ses effets soient évalués. Positivement, évidemment.

« *Il ne s'est jamais publié autant d'articles scientifiques. Plus d'un million et demi par année, dont 20% en sciences sociales* », souligne Denis Lafortune. L'avantage avec tous ces écrits, c'est qu'on sait maintenant ce qui est efficace. Par exemple, les programmes scolaires de prévention secondaire visant à réduire les comportements agressifs chez les enfants à risque, l'approche cognitivo-comportementale pour la gestion du stress et le développement des habiletés sociales, le placement familial à traitement multidimensionnel, etc. On sait aussi ce qui l'est moins, voire pas du tout. Le chercheur nomme alors, entre autres, les programmes dissuasifs de type « *scared straight* ». Cependant, plusieurs études ne tiennent pas compte des approches qualitatives, qui peuvent en apprendre beaucoup aux chercheurs et aux cliniciens. Les changements de pratique comportent aussi des risques, des risques calculés, mais des risques quand même. « *Il faut être patient si on veut implanter des pratiques innovantes. On ne tourne pas une institution comme on tourne un kayak dans un lac. Et il ne faut pas oublier qu'elle a de grands besoins de stabilité* ». Il faut donc prendre en considération le contexte, les enjeux et les avis des différents acteurs concernés.

Bref, « *tu n'es pas le seul à être déstabilisé, répond l'autre collègue. Je suis d'avis que nous n'étions pas si mauvais. Les données probantes montrent simplement les limites de nos bonnes intentions. L'important, c'est de travailler ensemble* », chercheurs, gestionnaires et cliniciens. À la lumière de tous ces résultats.

CES ANNÉES INCROYABLES

Julie Lessard, chercheure au Centre de recherche JEFAR et au CJQ-IU et Manon Chicoine, psychoéducatrice au Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire (CJM-IU) ont participé à l'évaluation d'un programme d'entraînement aux habiletés parentales intitulé « *Ces années incroyables* ». Ce programme est implanté dans plusieurs milieux au Québec (deux CSSS, deux CJ et à l'Université de Montréal). Il est donné depuis 2003 au CJM-IU aux parents d'enfants de 6 à 10 ans suivis pour négligence et depuis 2008, aux familles d'accueil. Il a aussi été offert aux familles de jeunes présentant un TDA/H. « *On n'observe pas de différences entre les parents non volontaires et les autres. À la fin, ce sont même souvent ceux qui s'impliquent le plus* », rapporte Manon Chicoine.



Julie Lessard, chercheure (JEFAR et CJQ-IU) et Manon Chicoine, psychoéducatrice au Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire



Ensemble pour les jeunes et les familles

Suite de la page 4...

Les objectifs de ce programme : 1) le développement d'une relation parent-enfant harmonieuse, 2) l'apprentissage de stratégies éducatives efficaces et cohérentes, 3) l'amélioration du processus de résolution de problèmes et 4) de la communication au sein de la famille et avec les enseignants. Les intervenants ont recours à des vignettes-vidéo, des discussions de groupe, des jeux de rôle et des pratiques à la maison, dans une perspective d'approche collaborative. « On part de la base : on travaille la relation. On félicite les enfants et les parents, parce que les parents ont souvent l'impression d'être de mauvais parents. On leur donne de l'information aussi sur le développement de l'enfant, afin qu'ils aient des attentes réalistes », précise Manon Chicoine. Les interventions préconisées sont illustrées sous forme de pyramide. « À la base » : les interactions relationnelles constructives.

Ce programme est reconnu pour ses effets positifs sur les interactions parents-enfant, les compétences parentales, les comportements des enfants et la généralisation et le maintien des acquis. Pour plus d'information : www.incredibleyears.com.

MISER SUR LES FORCES DES JEUNES EN CENTRE DE RÉADAPTATION

Ce projet-pilote novateur, issu des besoins du milieu et inspiré du modèle des forces, vise principalement à favoriser la persévérance scolaire chez des jeunes hébergés au Centre de réadaptation Le Gouvernail du CJQ-IU fréquentant l'école de la Relance (Commission scolaire des Premières Seigneuries). Ces jeunes y sont de passage généralement « de deux à trois mois ». Il s'agit dans la plupart des cas d'adolescents qui ont un parcours de vie et scolaire difficiles. Ils sont souvent perçus comme les « tannants », étiquetés négativement. Comment les motiver ? « Il faut leur faire vivre de petits succès, allumer une bougie en eux, leur donner envie de se réaliser, les faire participer aux décisions qui les concernent », fait valoir Myreille St-Onge.



Chantal Pilote, chef de service au CJQ-IU, Geneviève Turgeon, stagiaire, Myreille St-Onge, chercheure au CJQ-IU et Geneviève Tessier, éducatrice

Cette initiative, mise en place par Myreille St-Onge, Chantal Pilote, les directions de l'école de la Relance et du Gouvernail, a pour particularité d'offrir un suivi individualisé axé sur les forces et les besoins des jeunes par l'intermédiaire d'une intervenante-pivot qui travaille avec eux notamment sur un projet significatif visant à faciliter leur transition scolaire. Les forces exploitées : 1) les attributs personnels des jeunes, 2) leurs talents et habiletés, 3) leurs intérêts et aspirations et 4) les ressources de l'environnement. Des partenariats ont été créés avec les ressources du milieu. Des enseignants-tuteurs ont été ciblés pour soutenir les élèves. Des stratégies ont été mises en place pour maximiser la participation des familles. « C'est fabuleux de voir la réaction d'un jeune devant l'énoncé de ses forces à ses parents », rapporte Geneviève Tessier, intervenante-pivot. « Les jeunes sont enthousiastes », même si leur réalité est souvent ardue.

Les préoccupations des intervenants, les besoins des jeunes, les actions entreprises à ce jour et les défis à relever sont rapportés dans la présentation mise en ligne sur le site du Centre de recherche JEFAR : www.jefar.ulaval.ca (avec toutes les autres).

LA TABLE RONDE

En fin de journée, des chercheurs se sont exprimés sur les avantages et limites de ce courant scientifique. Appelant encore à faire des « efforts d'objectivation, sans forcer la nature »...



Les chercheurs de la Table ronde : Daniel Turcotte, Centre de recherche JEFAR et CJQ-IU, Nico Trocmé, Université McGill, Marc Alain, Centre de recherche JEFAR et Denis Lafortune, Université de Montréal

Entrevue...À propos d'une *Enquête sur le vécu et les besoins de 250 jeunes de la diversité sexuelle* Avec Michel Dorais, chercheur au Centre de recherche JEFAR et au CJQ-IU

Au printemps 2012, nous avons débuté (Michel Dorais, Manuel Mendo et moi-même, Annie Vaillancourt), une enquête visant à documenter le vécu et les besoins de centaines de jeunes de la diversité sexuelle (lesbiennes, gays, bisexuels, trans ou en questionnement – LGBTQ). Un sondage a été mis en ligne sur la plupart des réseaux sociaux ou sites Internet des groupes, associations étudiantes et organismes communautaires LGBTQ québécois invitant les jeunes à y répondre. Les résultats sont publiés dans notre livre intitulé *De la honte à la fierté, 250 jeunes de la diversité sexuelle se révèlent*, chez VLB éditeur. Entrevue avec Michel Dorais, qui a dirigé ces travaux.

COMMENT CE PROJET EST-IL NÉ ?

Le Refuge, en France, est un organisme qui s'occupe des jeunes LGBT jetés à la rue. Ils [les responsables du Refuge] m'ont approché pour réaliser une enquête en collaboration avec Isabelle Chollet, qui s'appelle « *Être homo aujourd'hui en France, Enquête Le Refuge auprès de 500 jeunes gays et lesbiennes* ». Quand je suis revenu ici, on m'a dit : « *mais pourquoi tu ne le ferais pas ici aussi, au Québec ? Ça manque, on n'a pas de recherches sur le vécu des jeunes et encore moins sur celui des très jeunes, les ados, on parle beaucoup de suicide, d'intimidation, mais pas du vécu des jeunes en général* ». Alors, j'ai vu un concours au Centre jeunesse, j'ai fait une demande et... je l'ai eu ! On visait 500 jeunes au début, mais c'était un peu ambitieux parce qu'on avait des critères d'âge. Finalement, on a rejoint 259 jeunes de 14 à 21 ans. Je suis content...

LES THÈMES ABORDÉS ?

On a 37 questions, qui couvrent pas mal de thèmes : la découverte de soi, la révélation, les réactions à la révélation, au *coming out* comme on dit, qui est un processus et non seulement un moment précis, la dépression, le suicide, l'appartenance aux groupes communautaires, qui jouent un rôle important. Parce qu'on le voit : les jeunes sont pas mal isolés, ils vivent beaucoup dans l'insécurité, ils ont peur du rejet et de l'intimidation, un problème très grave. Ceux qui ne le sont pas (intimidés), voient ceux qui le sont et craignent de l'être [...] C'est une recherche quantitative et qualitative. On a plusieurs questions ouvertes.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX RÉSULTATS ?

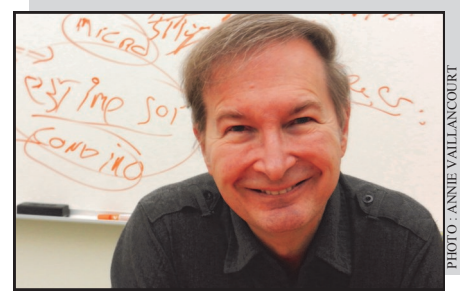
La découverte se fait très tôt : à 12 ans chez les garçons, presque 14 chez les filles. À 15 ans, ce sont les premiers contacts sexuels, les premières révélations de soi et c'est aussi, hélas, l'âge où il y a le plus de dépressions et de tentatives de suicide. J'espère que ça va brasser les intervenants un peu, ceux qui pensent que c'est trop tôt pour aborder le

sujet. Non : c'est déjà tard, parce que la détresse commence à apparaître avant [...] Les communautés LGBT sont visibles à l'âge adulte, mais elles le sont très peu à

l'adolescence, parce que les jeunes vivent beaucoup dans la honte, dans le secret. En moyenne, c'est lorsqu'ils ont entre 13 et 15 ans qu'ils commencent à se révéler. Tous les gens qui travaillent avec les jeunes doivent savoir ça. Nos bonnes surprises : c'est qu'ils ont des parents et des ami(e)s pas mal « acceptants ». Mais les filles sont toujours plus à risque de rejet. Et ça, ça défait un mythe : on pense souvent que c'est plus facile pour les filles, mais non, elles sont plus à risque de rejet, elles sont beaucoup moins acceptées que les garçons [...] Le résultat le plus important, selon moi : 22% des jeunes ont fait des tentatives de suicide, 11% en ont fait plus qu'une. C'est énorme, c'est inacceptable. C'est beaucoup plus que chez les jeunes de la population générale. L'intimidation, c'est encore bien présent aussi, à l'école surtout. Et c'est pire aujourd'hui qu'avant, ça te suit à la maison : avec tous les petits téléphones pas intelligents (s'ils étaient intelligents : ils effaceraient ces messages-là !) [...] Bonnes nouvelles : les jeunes se projettent beaucoup dans le couple et la famille. La majorité d'entre eux veulent se marier et avoir des enfants. Ce changement de mentalité les amènera peut-être vers plus de résilience, parce qu'ils ont la possibilité d'avoir des projets de vie. On voit aussi que plus on s'éloigne de la ville, plus ils sont en détresse et isolés, ils demandent plus d'aide aussi, heureusement [...] Les jeunes qui ont été suivis ou qui sont suivis en centre jeunesse sont surreprésentés. Ils sont 14% dans notre échantillon, alors qu'ils sont autour de 4% dans la population générale. Ils sont également plus vulnérables, parce que leurs problèmes s'additionnent. Ils sont plus précoces aussi...

CE QUE LES INTERVENANTS DEVRAIENT RETENIR...

Vous devez être des tuteurs de résilience, des modèles d'ouverture d'esprit, être capables de valoriser la diversité sexuelle. Il n'y a pas beaucoup de modèles. Les jeunes s'en plaignent d'ailleurs. Il n'y a pas de transmission intergénérationnelle. Par exemple, si tu es noir et victime de racisme, tu peux parler à ton grand-père. Mais si tu es gay, même si ton grand-père est gay, tu ne le sauras pas, parce qu'il ne te l'aura probablement jamais dit. Cette recherche-là permet de mieux comprendre les jeunes, pour mieux les aider...



Michel Dorais, chercheur

PHOTO: ANNIE VAILLANCOURT

Nouveau projet de recherche

L'évaluation des impacts de la LPJ : qu'en est-il huit ans plus tard ?

Annie Vaillancourt
Rédaction

La Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) a été modifiée en 2007, notamment afin de favoriser la stabilité des enfants en évitant le plus possible le recours au placement et les déplacements d'une ressource d'accueil à une autre, lorsque ce placement est inévitable. Une première évaluation de cette Loi révisée a été finalisée en 2011. Les résultats ont révélé une diminution du recours au placement et de l'instabilité des enfants placés (ils connaissent moins de milieux de vie différents, ils sont moins souvent déplacés) et une hausse significative du recours aux personnes significatives. Est-ce toujours le cas, huit ans plus tard ? Voilà ce qu'iront, entre autres, vérifier les chercheurs responsables de l'évaluation des impacts de la LPJ, huit ans plus tard (Sylvie Drapeau, Sonia Hélie et Daniel Turcotte).



Sylvie Drapeau, chercheuse

Cette recherche amorcée en 2013 comporte deux volets. Le premier (sous la responsabilité de Sonia Hélie) consiste à mesurer les impacts de la LPJ sur la stabilité et les conditions de vie des enfants suivis en protection de la jeunesse et le second (sous la responsabilité de Sylvie Drapeau), à recueillir les points de vue des enfants et des parents biologiques et d'accueil concernant les

On observe une diminution du recours au placement et de l'instabilité des enfants placés depuis l'entrée en vigueur des modifications qui ont été apportées à la Loi sur la protection de la jeunesse, en 2007. Est-ce toujours le cas, huit ans plus tard ?

mesures prises pour favoriser la continuité des soins, la stabilité des liens et les conditions de vie des enfants. Précisons que le premier volet de cette étude vise trois principaux objectifs. Le premier : décrire la stabilité et les conditions de vie des enfants en fonction des cinq dimensions suivantes 1) le recours au placement, 2) le type de milieu substitut, 3) la stabilité, 4) la clarification du projet de vie et 5) l'application des durées maximales d'hébergement. Le second : examiner l'évolution du recours au placement, du type de milieu substitut et de la stabilité depuis l'implantation des nouvelles dispositions. Et le troisième : identifier les facteurs associés aux cinq dimensions analysées. Comme dans la première évaluation, l'âge des enfants, leur genre, leur statut (autochtone ou non), les motifs de protection, la judiciarisation et les antécédents en centre jeunesse (nature des services reçus et durée) seront pris en compte. Le temps écoulé depuis la première évaluation permettra par ailleurs d'apprécier l'impact à moyen terme de mesures telles que le recours aux personnes significatives et l'application des durées maximales d'hébergement. Les chercheurs se serviront des données colligées par les

intervenants dans le système Projet Intégration Jeunesse (PIJ) pour comparer la situation de trois groupes d'enfants ayant fait l'objet de mesures de protection : 1) avant l'implantation de ces modifications, 2) au cours des premiers mois suivants cette implantation et 3) plus de 18 mois plus tard. Des recommandations seront ensuite formulées au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et présentées aux gestionnaires et membres du personnel des centres jeunesse.

Visioconférence

La Direction scientifique du CJQ-IU offre des visioconférences à ses collègues et partenaires du réseau jeunes et familles en difficulté. Voici le thème et l'horaire de la prochaine visioconférence :

Présentation d'un protocole d'évaluation pour les enfants âgés de 0 à 5 ans référés à l'application des mesures pour négligence

Date : 8 mai 2014, de 13h30 à 15h30

Conférenciers: Robert Pauzé, directeur scientifique du CJQ-IU et Geneviève Dionne, agente de planification, de programmation et de recherche au CJQ-IU

Inscrivez-vous sans tarder :
julietremblay.cj03@ssss.gouv.qc.ca

LES CONSÉQUENCES DE L'INSTABILITÉ SUR LES ENFANTS

Plusieurs études ont démontré que les enfants ayant vécu de multiples placements rencontrent plus de difficultés sur les plans comportemental, émotionnel, académique et relationnel avec leurs figures parentales, de sorte que de nombreux placements augmentent les risques de déplacements subséquents et d'un échec de réunification familiale. Selon la théorie de l'attachement, des dommages psychiques irréversibles peuvent être causés par des ruptures relationnelles répétées, particulièrement lorsqu'elles sont vécues en bas âge. ■

Projet étudiant

Réseauter les jeunes en difficulté

Annie Vaillancourt
Rédaction

Pour des jeunes en difficulté, devenir adulte ne revêt pas la même signification que pour tous ceux qui se destinent à de longues études dans le confort de leur domicile familial, sans grandes préoccupations financières. Plusieurs devront apprendre très tôt à se débrouiller seuls. Exit la sécurité, bonjour les responsabilités. Ils ont besoin d'aide.

Catherine Godin, étudiante à la maîtrise en service social à l'Université Laval, supervisée par France Nadeau, chef de service à la programmation de la recherche du CJQ-IU et Michel Desrosiers, intervenant au CSSS Québec-Nord, s'est vue confier un mandat d'importance pour leur avenir. Elle doit mettre en place un réseau d'entraide jeunesse : former des comités (de partenaires, de jeunes, de bénévoles et un conseil d'administration) et faire en sorte que ce réseau soit éventuellement reconnu légalement comme un organisme communautaire. Dans l'objectif d'obtenir du financement visant à assurer la pérennité de ce réseau, elle doit donc soutenir les jeunes dans la rédaction de lettres patentes précisant la mission, les valeurs, les objectifs et les règlements de l'organisme, en collaboration avec les membres du conseil d'administration provisoire et ses supérieurs.

QU'EST-CE QUE CE RÉSEAU ?

Il s'agit d'un « réseau d'entraide qui vise à accompagner les jeunes dans la transition à la vie adulte, à faciliter ce passage. Nous souhaitons aider les jeunes qui ont été ou sont suivis en centre jeunesse et en CSSS, répondre aux besoins qu'ils ont déjà nommés dans le cadre de rencontres de consultation : emploi, hébergement, aide matérielle, financière [...] On s'adaptera à leurs besoins, s'ils en ont d'autres (ex. nourriture, loisirs) ! Nous voulons aussi leur offrir la possibilité d'être en lien avec des gens positifs, un réseau social soutenant », explique l'étudiante. De nombreux partenaires sont mis à contribution : le CJQ-IU, les CSSS, Gestion Jeunesse, Carrefour jeunesse-emploi, PQJ, etc. Ce réseau aura pignon sur rue dans le quartier Saint-Roch, dans les locaux de Gestion Jeunesse. Il sera donc facilement accessible via le réseau de transport en commun.

Précisons qu'un autre réseau d'entraide jeunesse s'organise en parallèle, à Montréal. Ces deux initiatives sont inspirées d'un modèle canadien déjà bien instauré (le *National Youth in Care*

Network) et visent à « mettre sur pied un réseau d'entraide provincial à l'intention des jeunes recevant ou ayant reçu des services de la protection de la jeunesse dans un contexte de transition à la vie adulte autonome ».



PHOTO : ANNIE VAILLANCOURT

Catherine Godin, étudiante

CE QUE DISENT LES ÉTUDES SUR LE SUJET

Selon la littérature, le passage à la vie adulte est beaucoup plus ardu pour les jeunes suivis en protection de la jeunesse, qui n'ont pas le choix de quitter le CJ le jour de leurs 18 ans, prêts, pas prêts. Ils sont nombreux à rencontrer des difficultés sur les plans résidentiels, d'employabilité et familiaux. D'autant plus qu'ils sont souvent peu scolarisés et moins habiles socialement.

Catherine Godin et Curby Charrette-Graveline (récemment engagée comme coordonnatrice), verront à développer le matériel promotionnel nécessaire (site web, page facebook, logo, etc.) et à diffuser l'information parmi le réseau des jeunes en difficulté de la région 03, en collaboration avec leurs superviseurs, coordonnateurs (France Nadeau et Frédéric Aublet, chefs de service au CJQ-IU) et partenaires. C'est, entre autres, ainsi qu'elles souhaitent recruter les jeunes qui feront partie du réseau. Les jeunes fondateurs « sont mobilisés, ça répond vraiment à un besoin », commente Catherine Godin, bénéficiaire d'une bourse d'études des Fonds Simone Paré pour la réalisation de ce projet novateur. Au final, ce réseau devrait être mené par et pour les jeunes.

L'automne prochain, une évaluation de l'implantation de ce réseau sera réalisée sous la direction de Marie-Claude Richard, chercheuse régulière au CJQ-IU et au Centre de recherche JEFAR.

POUR PLUS D'INFORMATION

Pour de plus amples informations sur ce réseau ou offrir vos services comme bénévole, contactez Curby Charrette-Graveline, coordonnatrice, au 418.648.2351 (réception de l'organisme Gestion jeunesse). ■

Rédaction et réalisation : Annie Vaillancourt
Commentaires et suggestions : AnnieVaillancourt.cj03@ssss.gouv.qc.ca

Adresses du Tandem :
Centre jeunesse de Québec – Institut universitaire, Direction scientifique
2915, avenue du Bourg-Royal – 3^e étage – Québec (Québec) G1C 3S2
<http://www.centrejeunessedequebec.qc.ca/>

Montage : Annie Vaillancourt
Graphisme : Étienne Dionne (en-tête) et Direction des communications (CJQ-IU)

Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque
Local 2458 – Pavillon Charles De Koninck
1030, avenue des Sciences humaines, Université Laval, Québec (Québec) G1V 0A6
<http://www.jefar.ulaval.ca/centreJefar>